



# Assemblée générale

Distr. générale

12 juillet 2024

Français

Original : anglais/espagnol/français

---

**Soixante-dix-neuvième session**

Point 98 nn) de l'ordre du jour provisoire\*

**Désarmement général et complet**

## **Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [76/48](#) de l'Assemblée générale intitulée « Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires ». Il rend compte des efforts consentis et des mesures prises par les États Membres pour mettre en œuvre la Déclaration depuis la publication du précédent rapport sur cette question.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Mesures prises pour faciliter l'application de la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires . . . . .	3
III. Réponses reçues des États Membres . . . . .	8
Burkina Faso . . . . .	8
Guatemala . . . . .	9
Kazakhstan . . . . .	9
Mexique . . . . .	11
Ukraine . . . . .	15

---

\* [A/79/50](#).

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 76/48 concernant la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires, l'Assemblée générale a :

a) Rappelé l'adoption de la Déclaration universelle, qui figure en annexe à la résolution 70/57 ;

b) Invité les États, les institutions et organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à diffuser la Déclaration et à en promouvoir l'application ;

c) Prié le Secrétaire général de s'enquérir auprès des États Membres des efforts qu'ils avaient consentis et des mesures qu'ils avaient prises en vue de l'application de la Déclaration, et de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport sur l'application de la Déclaration.

2. Comme suite à cette demande, une note verbale a été adressée aux États Membres le 12 février 2024, les invitant à communiquer des informations à ce sujet. Les réponses reçues au 31 mai 2024 sont reproduites à la section III du présent rapport. Toute réponse reçue après le 31 mai 2024 sera affichée sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement dans la langue de l'original uniquement.

## II. Mesures prises pour faciliter l'application de la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires

3. Au cours de la période considérée, les États se sont efforcés de diverses manières d'instaurer un monde exempt d'armes nucléaires, notamment comme indiqué ci-après :

a) Lors des sessions 2022, 2023 et 2024 de la Conférence du désarmement, les États ont poursuivi leurs efforts visant à adopter un programme de travail et ont pu le faire en 2022 et 2024. La présidence de la session de 2022 de la Conférence a été assurée conjointement par la Chine, la Colombie, Cuba, l'Équateur, la République démocratique du Congo et la République populaire démocratique de Corée. La Conférence a créé cinq organes subsidiaires pour sa session de 2022<sup>1</sup>. Cependant, ses travaux ont été fortement perturbés par les tensions géopolitiques entourant le conflit en Ukraine. Un consensus a été atteint sur les rapports de deux des cinq organes subsidiaires, à savoir ceux qui ne sont pas liés aux armes nucléaires. La Conférence n'a pas été en mesure d'adopter un rapport de fond final, mais a publié à la place un rapport technique. Pour la première fois de son histoire, la résolution annuelle sur la Conférence a été mise aux voix. La session de 2023 a été marquée par l'absence de consensus sur un programme de travail et par des divisions concernant la participation des États non membres à la Conférence. La présidence de la session de 2023 de la Conférence a été assurée conjointement par l'Allemagne, l'Égypte, l'Éthiopie, la Finlande, la France et la Hongrie. Les pays assurant la présidence ont collaboré et abordé tous les points de l'ordre du jour, ainsi que la question de la revitalisation de

<sup>1</sup> Organe subsidiaire 1 : cessation de la course aux armements et désarmement nucléaire ; Organe subsidiaire 2 : prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui y sont liées ; Organe subsidiaire 3 : prévention d'une course aux armements dans l'espace ; Organe subsidiaire 4 : conclusion d'arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes ; Organe subsidiaire 5 : nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive ; armes radiologiques – programme global de désarmement – transparence dans le domaine des armements.

la Conférence. Les États ont pu s'entendre sur un rapport de consensus et une résolution de consensus de l'Assemblée générale. La présidence de la session 2024 de la Conférence a été assurée conjointement par l'Inde, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), l'Iraq, l'Irlande et Israël. Le 13 juin 2024, la Conférence a adopté une décision sur ses travaux pour 2024, dans laquelle elle a notamment décidé de créer cinq organes subsidiaires<sup>2</sup>. Ceux-ci devaient commencer leurs travaux le 25 juin. La Conférence a également décidé que, s'ils n'étaient pas en mesure d'achever leurs travaux à la session de 2024, les organes subsidiaires pourraient reprendre leurs travaux en 2025, si la Conférence en décidait ainsi à sa session de 2025. Avant l'adoption de la décision, les pays assurant la présidence de la Conférence ont poursuivi une approche à deux volets consistant à poursuivre les consultations sur le projet de décision tout en convoquant des débats thématiques en séance plénière au titre de l'ordre du jour de la session de 2024. Au cours de son débat de haut niveau, du 26 au 1<sup>er</sup> mars 2024, la Conférence a tenu des débats thématiques informels sur les sujets suivants : « Vaincre l'inertie : garantir l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement » et « Faire face aux problèmes contemporains : promouvoir des mesures visant à réduire la méfiance et à renforcer la confiance » ;

b) En 2022, la Commission du désarmement a repris ses délibérations de fond, après n'avoir pas pu tenir de sessions de fond en 2019, 2020 et 2021 en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de problèmes d'organisation. En 2023, le groupe de travail I, présidé par Kurt Davis (Jamaïque), a repris le document du président de 2018 comme point de départ des délibérations pour la session. À l'issue de cette session, il a adopté un rapport de procédure dans lequel il a précisé qu'il avait tenu des débats approfondis sur le point 4 de l'ordre du jour (« Recommandations visant à réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires »), mais n'avait pas réussi à parvenir à un consensus. En 2024, le groupe de travail I, présidé par Akaki Dvali (Géorgie), a repris le même point de l'ordre du jour et engagé un débat ;

c) La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020 s'est tenue à New York du 1<sup>er</sup> au 26 août 2022 sous la présidence de Gustavo Zlauvinen (Argentine). De nombreux États ont exprimé leur mécontentement face à l'absence de progrès concrets concernant la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement et se sont inquiétés de l'augmentation des discours et des menaces sur la question nucléaire. Beaucoup ont également insisté sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour atténuer le risque d'emploi d'armes nucléaires, mais ont noté que cela ne saurait remplacer la réalisation de progrès tangibles dans l'exécution des obligations prévues par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les débats ont également porté sur l'importance, pour tous les États parties, de présenter régulièrement des rapports sur l'exécution des obligations et des engagements, et pour les États dotés d'armes nucléaires de chercher à se mettre d'accord sur un formulaire unique de notification et de déterminer la périodicité appropriée pour sa présentation. Malgré des consultations approfondies, les États parties à la Conférence d'examen de 2020 n'ont pas pu se mettre d'accord sur un document final de fond contenant des mesures visant à faire progresser la mise en œuvre du Traité. Un groupe de travail sur le renforcement

<sup>2</sup> Organe subsidiaire 1 : cessation de la course aux armements et désarmement nucléaire ; Organe subsidiaire 2 : prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui y sont liées ; Organe subsidiaire 3 : prévention d'une course aux armements dans l'espace ; Organe subsidiaire 4 : conclusion d'arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes ; Organe subsidiaire 5 : nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive ; armes radiologiques – programme global de désarmement – transparence dans le domaine des armements.

du processus d'examen du Traité, établi par la Conférence d'examen de 2020, s'est réuni du 24 au 28 juillet 2023. Parmi les propositions examinées figuraient celles visant à améliorer la transparence et l'application du principe de responsabilité pour l'exécution des obligations découlant du Traité. Ces propositions visaient notamment à encourager les États dotés d'armes nucléaires à mettre pleinement en œuvre les mesures n<sup>os</sup> 20 et 21 du plan d'action sur le désarmement nucléaire de 2010<sup>3</sup> concernant un formulaire unique de notification et les éléments à inclure dans ce formulaire. Il a également été suggéré de tenir des débats consacrés aux rapports nationaux, en particulier à ceux des États dotés d'armes nucléaires, lors de réunions formelles. Le Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2026 a tenu sa première session à Vienne du 31 juillet au 11 août 2023, sous la présidence de Jarmo Viinanen (Finlande). Les États parties ont réaffirmé le rôle central joué par le Traité dans le régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires, mais beaucoup ont continué de faire part de leur mécontentement face à l'absence de progrès tangibles dans la mise en œuvre des engagements pris par le passé, notamment en ce qui concerne le désarmement nucléaire et la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence en 1995. Ils ont également continué d'échanger leurs vues sur les mesures visant à améliorer l'application du principe de responsabilité par la transparence et l'établissement de rapports, en s'appuyant sur les débats tenus par le groupe de travail sur le renforcement de la procédure d'examen ;

d) Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur le 22 janvier 2021, après le dépôt auprès du Secrétaire général du cinquantième instrument de ratification ou d'adhésion, le 24 octobre 2020. Une déclaration et un plan d'action propres à orienter la mise en œuvre du Traité ont été adoptés à la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, tenue à Vienne du 21 au 23 juin 2022. À la suite de la première Réunion, les États parties ont mené à bien les travaux intersessions dans le cadre des réunions du Comité de coordination et des groupes de travail informels créés à la Réunion. Conformément à la décision 2 de la première Réunion, le Groupe consultatif scientifique a été créé. La deuxième Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui s'est tenue à New York du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2023, a adopté une déclaration intitulée « Our commitment to upholding the prohibition of nuclear weapons and averting their catastrophic consequences » (Notre engagement de respecter l'interdiction des armes nucléaires et d'éviter leurs conséquences catastrophiques).

4. D'autres initiatives ont été prises afin de contribuer à l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires, notamment :

a) Les réunions tenues par l'Assemblée générale en vue de célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires se sont tenues les 28 septembre 2021, 26 septembre 2022 et 26 septembre 2023. À la réunion tenue en 2021, le Secrétaire général a mis en garde contre les dangers de la méfiance mutuelle et les niveaux élevés de risque nucléaire, mais a insisté sur les nouveaux signes d'espoir tels que l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. À la réunion tenue en 2022, le Secrétaire général s'est dit déçu que les participants à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020 ne soient pas parvenus à un consensus sur un document final portant sur les questions de fond. Il a exhorté tous les États à utiliser toutes les voies du dialogue, de la diplomatie et des négociations afin d'apaiser les tensions, de réduire les risques et d'éliminer la menace nucléaire. À la réunion de 2023, il a demandé aux États dotés d'armes nucléaires de s'engager à ne jamais

<sup>3</sup> NPT/CONF.2010/50 (Vol. I).

employer de telles armes, quelles que soient les circonstances, et répété l'appel qu'il avait lancé aux États Membres dans sa note d'orientation intitulée « Nouvel agenda pour la paix » pour qu'ils s'engagent de nouveau sans attendre en faveur de la réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires ;

b) Les réunions tenues par l'Assemblée générale pour marquer la célébration de la Journée internationale contre les essais nucléaires ont eu lieu à New York le 8 septembre 2021, le 7 septembre 2022 et le 29 août 2023. À la réunion de 2021, des déclarations liminaires ont été faites par le Président de la soixante-quinzième session de l'Assemblée, Volkan Bozkır (Turquie) ; la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, au nom du Secrétaire général ; le Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Robert Floyd ; la Directrice du Bureau de liaison de l'Agence internationale de l'énergie atomique à New York, Vivian Okeke ; une survivante des essais nucléaires effectués dans le Kokatha, Sue Coleman-Haseldine, au nom de la branche australienne de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (déclaration préenregistrée) ; une ancienne membre de l'Association des étudiants des Îles Marshall, Danity Laukon (déclaration préenregistrée). À la réunion de 2022, des déclarations liminaires ont été faites par le Président de la soixante-seizième session de l'Assemblée, Abdulla Shahid (Maldives) ; la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, au nom du Secrétaire général ; le Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; la Directrice du Bureau de liaison de l'Agence internationale de l'énergie atomique à New York ; le Directeur de Marshallese Educational Initiative, Benetick Kabua Maddison. À la réunion de 2023, des déclarations liminaires ont été faites par le Président de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, Csaba Kőrösi (Hongrie), et la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, au nom du Secrétaire général. Le Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la Directrice du Bureau de liaison de l'Agence internationale de l'énergie atomique à New York et un jeune militant de l'association Reverse the Trend : Save Our People, Save Our Planet, Elias Merad Taouli, ont également fait des déclarations. Après ces allocutions, l'Assemblée a tenu un débat en séance plénière au cours duquel les États ont souligné l'importance de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en vue de mettre un terme, juridiquement et de manière vérifiable, aux essais d'armes nucléaires et d'autres dispositifs nucléaires. De nombreux États ont également encouragé les derniers États visés à l'annexe 2 à signer et ratifier le Traité sans plus tarder ;

c) À la douzième Conférence visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue en ligne les 23 et 24 septembre 2021, les ministres des affaires étrangères et d'autres hauts représentants d'État ont adopté une déclaration finale et des mesures visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La dixième réunion ministérielle du groupe des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui a lieu tous les deux ans, s'est tenue à New York le 21 septembre 2022. Cette réunion, qui marquait le vingt-cinquième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité, était coprésidée par l'Australie et le Japon et a accueilli de hauts responsables, dont quatre chefs d'État ou de gouvernement. Les Amis du Traité y ont adopté une déclaration commune dans laquelle ils se sont félicités de la ratification du Traité par six États depuis 2021, et du fait que l'élaboration du régime de vérification du Traité ne cessait de progresser. À la treizième Conférence visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à New York le 22 septembre 2023, les ministres des affaires étrangères et de la défense et d'autres hauts représentants d'État ont adopté une déclaration finale et des mesures visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. Les États l'ayant ratifiée

ont réaffirmé dans la Déclaration qu'il était extrêmement important et urgent que le Traité entre en vigueur et ont engagé instamment les autres États inscrits dans l'annexe 2, dont la ratification était nécessaire à cette fin, à signer et ratifier le Traité sans tarder ;

d) Conformément à la décision 73/546 de l'Assemblée générale, la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive a tenu quatre sessions annuelles à ce jour<sup>4</sup>. Sous les présidences de la Jordanie, du Koweït, du Liban et de la Libye, la Conférence a été en mesure de maintenir l'élan et de progresser vers l'objectif tant recherché qu'est la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Entre deux sessions, le Bureau des affaires de désarmement a continué d'aider les États participants dans leurs débats sur les éléments clés du futur traité par l'intermédiaire du comité de travail établi par la Conférence à sa deuxième session<sup>5</sup>. La cinquième session de la Conférence se tiendra à New York du 18 au 22 novembre 2024 ;

e) Le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner plus avant les questions de vérification du désarmement nucléaire, créé en application de la résolution 74/50 de l'Assemblée générale, s'est réuni à Genève pour quatre sessions d'une semaine chacune en 2022 et en 2023. Conformément au mandat que lui a confié l'Assemblée, le Groupe a poursuivi l'examen des questions de vérification du désarmement nucléaire, y compris celle de la création éventuelle d'un groupe d'experts scientifiques et techniques. Il s'est appuyé sur le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le rôle de la vérification dans la progression du désarmement nucléaire (A/74/90) et sur les vues des États Membres présentées dans le rapport du Secrétaire général sur la vérification du désarmement nucléaire (A/75/126). Il a conclu ses travaux par l'adoption d'un rapport consensuel présentant ses débats sur les questions conceptuelles, le renforcement des capacités et la création éventuelle d'un groupe d'experts scientifiques et techniques sur la vérification du désarmement nucléaire (A/78/120) ;

f) En janvier 2020, le Conseil consultatif pour les questions de désarmement a entamé un programme de travail de deux ans, à la demande du Secrétaire général, afin d'examiner une nouvelle perspective et de nouvelles approches du désarmement nucléaire et de la maîtrise des armements<sup>6</sup>. Cette même année, il a élaboré un rapport préliminaire (A/75/283) en s'appuyant sur les deux sessions de débats de fond. En 2021, conformément à la résolution 38/183 (O) de l'Assemblée générale, le Conseil consultatif a présenté son rapport final (A/76/183), assorti de recommandations. Le rapport reflète son point de vue selon lequel un moyen crédible et réalisable d'aller de l'avant serait de tirer parti du système de désarmement et de maîtrise des armements en place depuis plusieurs décennies pour : i) préserver et renforcer les traités et accords existants ; ii) maintenir et consolider la norme interdisant l'expérimentation, la prolifération et l'utilisation des armes nucléaires ; iii) réduire le rôle des armes nucléaires comme instruments de l'État ; iv) analyser les risques de diverses innovations technologiques et leurs effets sur l'aggravation des dangers nucléaires ; v) examiner les technologies nouvelles et émergentes ainsi que les

<sup>4</sup> Les sessions se sont tenues à New York du 18 au 22 novembre 2019, du 29 novembre au 3 décembre 2021, du 14 au 18 novembre 2022 et du 13 au 17 novembre 2023.

<sup>5</sup> A/CONF.236/2021/DEC.3.

<sup>6</sup> Le Secrétaire général a demandé aux membres du Conseil consultatif d'examiner : a) comment réduire les cloisonnements et élaborer une compréhension commune du lien déstabilisant entre les nouvelles technologies et les armes nucléaires et autres armes de destruction massive ; b) comment mobiliser les États Membres pour redynamiser le désarmement nucléaire et la maîtrise des armements ; c) comment faire en sorte que les mesures prises par le système des Nations Unies permettent d'envisager de nouvelles approches en matière de désarmement nucléaire.

nouveaux domaines de conflictualité potentiels, y compris leurs éventuelles interactions avec les armes nucléaires ; vi) accroître les possibilités de mener un dialogue bilatéral, plurilatéral et multilatéral efficace ; vii) promouvoir une action vérifiable et irréversible en vue du désarmement nucléaire, chimique et biologique. Selon le Conseil consultatif, la réalisation de ces objectifs nécessiterait une panoplie d'outils diplomatiques diversifiés et modernes, alliant actions formelles et informelles, menées simultanément par des voies officielles et officieuses et associant de nombreux acteurs de la société civile. Une mobilisation politique renouvelée et un leadership fort sont nécessaires, tout comme un discours convaincant non seulement pour sensibiliser l'opinion publique mondiale aux dangers persistants que représentent les armes de destruction massive mais également pour mobiliser des soutiens en faveur de leur élimination.

5. Pour soutenir les efforts visant à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires, le Bureau des affaires de désarmement, en partenariat avec toutes les entités intéressées, y compris les gouvernements, la société civile et les organisations de jeunes, ainsi que les entités du secteur privé, a continué de concrétiser les engagements pris par le Secrétaire général dans son programme de désarmement, intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement », ainsi que les recommandations formulées dans la note d'orientation intitulée « Nouvel agenda pour la paix ». En particulier, et comme suite à la mise en œuvre réussie du projet conjoint entre le Bureau et le Kazakhstan sur la promotion de la coopération et le renforcement des mécanismes de consultation entre les zones exemptes d'armes nucléaires existantes, le Bureau continue de tenir à jour le site Web créé pour servir de portail et de moyen de communication entre les zones exemptes d'armes nucléaires existantes et la Mongolie.

### III. Réponses reçues des États Membres

#### Burkina Faso

[Original : français]  
[14 mai 2024]

En tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, le Burkina Faso pourrait soutenir la mise en œuvre de la résolution [76/48](#) de l'Assemblée générale intitulée « Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires » en raison de son engagement en faveur de la paix et du désarmement dans le monde, de ses préoccupations humanitaires et de sa promotion en faveur de la sécurité collective.

En tant que pays engagé en faveur de la paix, le Burkina Faso considère que la possession et la prolifération d'armes nucléaires sont contraires à l'objectif ultime de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Sur le plan humanitaire, le Burkina Faso partage les préoccupations concernant les conséquences humanitaires catastrophiques de l'utilisation des armes nucléaires, tant en termes de pertes de vies humaines que d'effets à long terme sur l'environnement et la santé publique.

En tant que nation engagée dans le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive, le Burkina Faso trouve à travers cette résolution un moyen de renforcer les efforts mondiaux visant à éliminer les armes nucléaires.

Enfin, sur le plan de la diplomatie et de la sécurité collective, le Burkina Faso estime qu'un monde exempt d'armes nucléaires favorise la diplomatie, la résolution



pacifique des conflits et la sécurité collective, en encourageant les États à recourir à des moyens pacifiques pour régler les différends internationaux.

## Guatemala

[Original : espagnol]

[30 mai 2024]

Le Guatemala maintient sa position de principe en faveur d'un désarmement nucléaire complet, irréversible et transparent dans des délais clairement établis. À ce titre, il a condamné dans les différentes instances multilatérales tout essai nucléaire ou toute menace d'utilisation de la force impliquant de telles armes, qui mettent en danger la continuité de la vie sur terre. Il a également exhorté les États dotés d'armes nucléaires à respecter les obligations que leur impose le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en éliminant les armes nucléaires dans le cadre de leurs politiques de sécurité et de défense et en cessant d'apporter des améliorations qualitatives à leur arsenal nucléaire et de mettre au point de nouveaux types d'armes de ce genre.

## Kazakhstan

[Original : anglais]

[22 février 2024]

Depuis l'acquisition de son indépendance en 1991, le Kazakhstan figure au premier rang des États qui plaident sans cesse en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires, les armes de guerre les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité.

Le 29 août 1991, le Kazakhstan a fermé le site d'essais nucléaires de Semipalatinsk et a volontairement abandonné le quatrième plus grand arsenal nucléaire du monde. Cependant, la région de Semipalatinsk et sa population continuent de souffrir des conséquences terribles de quatre décennies d'essais nucléaires menés de 1949 à 1989. Le Kazakhstan rappelle les conséquences dévastatrices de 456 essais nucléaires, qui ont blessé des millions de personnes et endommagé irrémédiablement l'environnement naturel dans le voisinage direct du site d'essai. Ces essais ont également porté atteinte à l'écosystème planétaire dans une mesure qui reste encore à déterminer.

Le Gouvernement kazakh déclare que, conformément au Protocole de Lisbonne relatif au Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs de 1992, son pays a accédé le 14 février 1994 au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968 en tant qu'État partie non doté d'armes nucléaires. Le Mémoire concernant les garanties de sécurité liées à l'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de 1994, qui y est associé, prévoit des garanties de sécurité offertes par les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU en échange de l'adhésion du Kazakhstan au Traité.

Le Kazakhstan a donc renoncé volontairement à la partie de l'arsenal nucléaire de l'Union soviétique dont il avait hérité et démantelé toutes les infrastructures militaires et techniques connexes, tandis que toutes les installations liées aux armes nucléaires ont été totalement éliminées. Depuis lors, il n'a pas détenu, possédé ou contrôlé d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires. À ce jour, aucun autre État ne détient, possède ou contrôle d'armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs sur le territoire du Kazakhstan ou en tout lieu placé sous sa juridiction.

Le Kazakhstan a toujours respecté toutes les obligations découlant de ce traité, qui est la pierre angulaire du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, et reste un fervent partisan d'une mise en œuvre équilibrée et égale de ses trois principaux piliers, à savoir le désarmement, la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Le 14 février 2024, il a célébré le trentième anniversaire de son adhésion au Traité et à l'Agence internationale de l'énergie atomique. Du 22 juillet au 2 août 2024, le pays présidera la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2026.

Le Kazakhstan note que le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, signé en 2006 et entré en vigueur en 2009, interdit à ses États parties de posséder ou de contrôler des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires et de les déployer sur leur territoire ou en tout autre lieu placé sous leur juridiction. Il leur interdit également de contrôler toute arme nucléaire ou tout autre dispositif explosif nucléaire appartenant à un autre État ou contrôlé par lui. Ce traité, qui garantit que l'Asie centrale est exempte d'armes nucléaires, est également le seul traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires qui prévoit, en tant qu'obligation fondamentale pour ses États parties, la conclusion d'un accord de garanties généralisées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et la signature du protocole additionnel à cet accord. Fait capital, le Traité est complété par un protocole relatif aux assurances négatives de sécurité, signé le 6 mai 2014 à New York par les représentants des États dotés d'armes nucléaires (Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). À ce jour, ce dernier a été ratifié par quatre de ces cinq États dotés d'armes nucléaires (les États-Unis d'Amérique faisant figure d'exception).

Le Kazakhstan est d'avis que la création de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires, faisant tache d'huile, peut contribuer à faire de la Terre entière une grande zone exempte d'armes nucléaires. Dans ce contexte, il a lancé une initiative visant à renforcer la coopération entre toutes les zones exemptes d'armes nucléaires existantes et, à cette fin, organisé à Astana, en août 2019, une réunion des représentants des États y appartenant. Conjointement avec le Bureau des affaires de désarmement, le Kazakhstan s'emploie à organiser une deuxième réunion des représentants des États membres de ces zones à Astana en août 2024.

Le Kazakhstan est un partisan inconditionnel de l'interdiction des essais d'armes nucléaires conformément au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. À cet égard, en tant que coprésident, de 2015 à 2017, de la Conférence visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, il se joint à une écrasante majorité d'États Membres et d'acteurs clés de la communauté internationale pour exhorter les États visés à l'annexe 2 qui n'ont pas encore ratifié le Traité et dont la ratification est nécessaire pour l'entrée en vigueur du Traité à le faire sans tarder et à s'engager en faveur de l'universalisation du Traité en tant que priorité absolue.

Le Kazakhstan réaffirme son engagement continu en faveur de l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires, y compris grâce à un certain nombre d'autres initiatives multilatérales menées sous les auspices des Nations Unies, telles que :

- La promotion du Programme de désarmement du Secrétaire général, le renforcement de la coopération entre les zones exemptes d'armes nucléaires, ainsi que la participation aux conférences des États parties et des signataires des traités qui établissent des zones exemptes d'armes nucléaires ainsi que de la Mongolie ;

- La création, par l'Assemblée générale, de la Journée internationale contre les essais nucléaires, célébrée dans le monde entier depuis 2010 ;
- L'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires (résolutions 70/57 du 7 décembre 2015, 73/57 du 5 décembre 2018 et 76/48 du 6 décembre 2021).

Le Kazakhstan se félicite de l'entrée en vigueur, en janvier 2021, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. En tant que défenseur indéfectible et sincère de l'action collective en faveur du désarmement nucléaire, il a participé activement au processus d'élaboration du Traité et a été parmi les 50 premiers États à le ratifier, permettant ainsi son entrée en vigueur dans les plus brefs délais. Une personne représentant le Kazakhstan présidera la troisième réunion des États parties au Traité, qui se tiendra en mars 2025 à New York. Le Kazakhstan demande aux autres États d'adhérer au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, faisant valoir que l'objectif du Traité complète l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et rend hommage à tous ceux touchés par l'emploi et la mise à l'essai d'armes nucléaires dans le monde.

Le Kazakhstan reste déterminé à faire progresser les efforts de désarmement à l'échelle mondiale. Le pays continue de participer activement aux forums multilatéraux et de dialoguer avec d'autres nations pour promouvoir le désarmement nucléaire, la non-prolifération et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Il collabore avec tous les partenaires partageant les mêmes vues pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires d'ici à 2045, année du centenaire de la création de l'Organisation des Nations Unies.

## Mexique

[Original : espagnol]  
[31 mai 2024]

Le Mexique soumet le présent rapport en application de la résolution 76/48 de l'Assemblée générale, intitulée « Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires ».

Il y a lieu de rappeler que la toute première résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 24 janvier 1946, visait à « éliminer des armements nationaux les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives ». Ce principe directeur régit non seulement les nobles principes de la Charte des Nations Unies, mais devrait régir également l'engagement et les agissements de tous les membres de la communauté internationale.

Le Mexique tient à souligner que la Charte de notre Organisation exhorte à tous ses Membres, individuellement et collectivement, de ne ménager aucun effort pour promouvoir l'impératif d'une liberté plus grande, de sorte que tous les peuples puissent vivre à l'abri du besoin, à l'abri de la peur et dans la dignité, ce qui implique, bien sûr, de vivre sans armes nucléaires.

À cet effet, le Mexique rend compte des activités qu'il a mises en œuvre pour promouvoir et appliquer cette Déclaration universelle :

- Le Mexique a encouragé la mise en œuvre des engagements 1, 2, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 15, 16 et 19 de la Déclaration universelle lors de ses déclarations, tant au niveau national que dans les coalitions et groupes concernés auxquels il participe. En particulier, l'engagement envers l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires, la condamnation ferme de l'emploi des armes nucléaires ainsi que l'application de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes

nucléaires sont des thèmes majeurs que le Mexique s'efforce de promouvoir dans les résolutions y relatives qu'il présente à la Première Commission de l'Assemblée générale, à savoir :

- Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire, au nom de la Coalition pour un nouvel ordre du jour
  - Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande
  - Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération
  - Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement
  - Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)
  - Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en tant que coauteur avec l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Brésil, l'Irlande et le Nigéria
  - Conséquences humanitaires des armes nucléaires en tant que coauteur avec l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Brésil, l'Irlande et le Nigéria
  - Impératifs éthiques pour un monde exempt d'armes nucléaires en tant que coauteur avec l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Brésil, l'Irlande et le Nigéria
  - Systèmes d'armes létaux autonomes, en tant que coauteur avec l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Costa Rica, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Sierra Leone, le Sri Lanka et la Suisse
- En ce qui concerne les engagements 3 et 17 de la Déclaration, il convient de rappeler que le Mexique a été le promoteur de la première zone exempte d'armes nucléaires dans un territoire densément peuplé, créée par le Traité de Tlatelolco. Depuis des décennies, le Mexique réaffirme que l'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes. Il encourage le renforcement et la pleine mise en œuvre des zones exemptes d'armes nucléaires ainsi que la coordination entre celles-ci. En 2005, il a proposé et organisé la première Conférence des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires. Il estime que ces zones ne sont pas une fin en soi, mais plutôt un pas en avant vers l'élimination totale des armes nucléaires. Dans ce sens, et comme l'histoire l'a montré, elles contribuent à la paix et à la sécurité internationales ainsi qu'à la stabilité dans les régions dans lesquelles elles ont été mises en place.
  - Le Mexique participe activement aux réunions de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il a récemment été élu membre du Conseil de l'Organisme pour la période 2024-2027.
  - En ce qui concerne l'engagement 6, le Mexique a été l'un des principaux promoteurs de l'« initiative humanitaire », qui vise à replacer la question des conséquences humanitaires catastrophiques de ces armes au centre du débat sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires. En février 2014, il a organisé la deuxième Conférence internationale sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires à Nayarit (Mexique) dont le document final est considéré comme le point de basculement vers l'interdiction des armes nucléaires en raison de leurs conséquences humanitaires. Le Mexique a été l'un des membres du groupe restreint qui a lancé les négociations concernant le Traité sur

l'interdiction des armes nucléaires et a été le quatrième État à le ratifier. Il a encouragé l'universalisation du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, a présidé la deuxième réunion des États parties au Traité, en 2023, et fait actuellement partie du comité de coordination pour la mise en œuvre du Traité.

- Pour ce qui est des engagements 8 et 9, le Mexique n'a cessé de rappeler le rôle fondamental que jouent l'Organisation des Nations Unies dans les processus de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements et le multilatéralisme en tant que principe de base des négociations en la matière. Des experts mexicains ont participé au groupe préparatoire d'experts de haut niveau créé par la résolution 71/259 de l'Assemblée générale, intitulée « Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires » ainsi qu'au Groupe d'experts gouvernementaux créé par la résolution 71/67 de l'Assemblée générale, intitulée « Vérification du désarmement nucléaire ». Par ailleurs, une experte mexicaine a participé à la dernière série de réunions du Groupe d'experts gouvernementaux, créé conformément à la résolution 75/40 de l'Assemblée générale.
- En ce qui concerne l'engagement 9, le Mexique participe à la Conférence du désarmement, compte tenu de l'importance qu'il accorde au multilatéralisme et à la nécessité de trouver des accords pour édifier un monde en paix et dans lequel la sécurité de tous est au centre des priorités. Toutefois, il dénonce ouvertement la paralysie qui touche le mécanisme de désarmement des Nations Unies et déplore que ni la Commission du désarmement ni la Conférence sur le désarmement n'entreprennent les activités nécessaires pour s'acquitter du mandat énoncé dans le Document final issu de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, en date du 30 juin 1978. Le Mexique répète qu'il est indispensable de se pencher sur certains anachronismes de la Conférence du désarmement et sur la nécessité de rouvrir un débat approfondi sur sa conceptualisation, sa composition, ses méthodes de travail, la participation de la société civile et la place qu'elle occupe au sein du dispositif de désarmement. Une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement pourrait fournir un cadre idéal pour mener à bien ce débat.
- Pour ce qui est de l'engagement 18, le Gouvernement mexicain verse des contributions volontaires annuelles à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, organisme indépendant et impartial qui mène des études et des recherches approfondies dans le domaine du désarmement.
- En ce qui concerne l'engagement 19, depuis 2014, le Gouvernement mexicain organise chaque année l'Université d'été sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires à l'intention de diplomates de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, en coordination avec le James Martin Centre for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies de Monterey et l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Unique en son genre dans la région, elle a pour objet de contribuer au renforcement des capacités au niveau national et figure au nombre des mesures prises par le Gouvernement mexicain pour promouvoir l'éducation au désarmement et contribuer à la culture de paix dans la région. La dixième édition de ce cours, qui a bénéficié à plus de 300 diplomates d'Amérique latine et des Caraïbes, se tiendra en 2024 dans le but de contribuer à la création de capacités au niveau national grâce à la formation de nouveaux cadres spécialisés dans le désarmement nucléaire dans la région. Il s'agit d'une des mesures prises par le Gouvernement mexicain pour promouvoir l'éducation au désarmement et à la paix.

- Le Mexique renouvelle son soutien en faveur des activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui est chargée de l'application du régime des garanties prévu par le Traité sur la non-prolifération.
- Le Mexique s'efforce activement de promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalité du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. En conséquence, il a participé aux réunions de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et présenté à l'Assemblée générale la résolution [78/66](#) intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » conjointement avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Il réaffirme que tous les États doivent s'abstenir de procéder à des essais nucléaires, à d'autres explosions nucléaires ou à tout autre essai non explosif pertinent, y compris les essais sous-critiques et les expériences menées par des superordinateurs pour améliorer les armes nucléaires, car cela contrevient à l'esprit du Traité et nous éloigne de l'objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires.
- Le Mexique a participé au plus haut niveau possible aux réunions convoquées par l'Assemblée générale pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, qui se sont tenues les 26 septembre 2021, 2022 et 2023. Il a également participé aux réunions qu'elle a convoquées pour célébrer la Journée internationale contre les essais nucléaires, qui se sont tenues le 29 août de ces mêmes années. Par ailleurs, à l'invitation du Gouvernement japonais, il a participé aux manifestations de commémoration du bombardement atomique des villes d'Hiroshima et de Nagasaki, à l'occasion desquelles il a exposé sa position et son engagement en faveur du désarmement nucléaire et sensibilisé à l'utilisation de ce type d'armes en raison de ses conséquences humanitaires catastrophiques.
- Le Mexique considère que le Groupe des fournisseurs nucléaires contribue, dans le cadre de ses fonctions opérationnelles, à garantir la non-prolifération des armes nucléaires grâce à ses directives sur les exportations nucléaires et les exportations en lien avec des technologies nucléaires. Celles-ci sont cohérentes avec les divers instruments internationaux juridiquement contraignants qu'elles complètent dans le domaine de la non-prolifération nucléaire, y compris le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les traités régionaux qui portent création de zones exemptes d'armes nucléaires.
- Le Mexique promeut l'universalité du Traité sur la non-prolifération, attache une importance égale à ses trois piliers et exhorte les États qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer sans condition. Il promeut également l'idée que la seule garantie réelle contre l'emploi ou l'explosion accidentelle d'armes nucléaires – et donc contre les dommages inacceptables qui en résulteraient – est leur élimination totale. Il a participé activement aux travaux du premier Comité préparatoire de la XI<sup>e</sup> Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui s'est tenue du 31 juillet au 11 août 2023 à Vienne. Il a encouragé les progrès en matière de désarmement nucléaire et insisté sur le fait que la seule façon de rendre le Traité fort et crédible était de le mettre pleinement en œuvre.
- Pour le Mexique, l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en 2021 marque un tournant majeur en réaffirmant l'illégalité des arsenaux nucléaires et en établissant une norme de droit international qui interdit explicitement le développement, la fabrication et l'emploi des armes nucléaires. Il s'agit d'une avancée multilatérale sans précédent. Le Mexique a présidé la deuxième Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui s'est tenue du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2023 au Siège de

l'Organisation des Nations Unies, à New York. Une déclaration politique a été adoptée à cette occasion, intitulée « Notre engagement de respecter l'interdiction des armes nucléaires et d'éviter leurs conséquences catastrophiques », qui contient un message fort sur l'interdiction des armes nucléaires.

Le Mexique s'associe à l'appel lancé en faveur de la convocation, d'urgence, d'une conférence internationale de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire afin d'examiner les progrès accomplis en la matière. Rappelant que la menace nucléaire met en péril l'existence même de l'humanité, il est urgent de progresser dans la concrétisation de nos engagements pour parvenir à un monde débarrassé de la menace nucléaire.

## Ukraine

[Original : anglais]  
[31 mai 2024]

Depuis qu'elle a adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant qu'État non doté d'armes nucléaires, l'Ukraine a honoré ses obligations en matière de destruction d'armes nucléaires, de leurs vecteurs et d'autres éléments d'infrastructure nucléaire.

Toutefois, la Fédération de Russie a agi au mépris de ses obligations internationales et en violation des assurances de sécurité accordées à l'Ukraine au titre du Mémoire d'entente concernant les garanties de sécurité liées à l'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

En 2022, la Fédération de Russie, État doté d'armes nucléaires, membre permanent du Conseil de sécurité et dépositaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, a lancé une guerre à grande échelle contre l'Ukraine et menacé d'employer ses armes nucléaires. La Russie a occupé la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, y a déployé son personnel et son matériel militaires et exercé des pressions sur les travailleurs ukrainiens.

Les installations nucléaires civiles en Ukraine ont été transformées en cibles militaires, en violation des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires relatives à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. La Fédération de Russie est donc la seule responsable de l'augmentation considérable du risque d'accident ou d'incident nucléaire et de la mise en danger de la population de l'Ukraine et des États voisins ainsi que de la communauté internationale dans son ensemble.

En menant sa guerre d'agression illégale contre l'Ukraine, la Fédération de Russie porte atteinte à la paix, à la sécurité et à l'architecture de non-prolifération internationales. Il ne sera pas possible de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires sans obliger la Fédération de Russie à répondre de son agression contre l'Ukraine, du fait qu'elle crée des risques nucléaires et discrédite les efforts déployés pendant des décennies en vue de l'élimination totale de toutes les armes nucléaires.